

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205  
06606 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU BUREAU  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 10 octobre 2016**

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	17	8

N° de la séance : 03

Objet de la délibération : Direction du Développement Economique - Association Centre d'Animation Régional en Matériaux Avancés «CARMA» - Octroi d'une subvention

- ☒ Original  
☐ Expédition certifiée conforme à l'original  
Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2016.172

Date de la convocation :  
**Le 04/10/2016**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage  
en date du **19 OCT. 2016**

de la réception s/Préfecture  
en date du **20 OCT. 2016**

Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

L'an deux mil seize et le 10 octobre à 09h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Marguerite BLAZY, Alain ARZIARI, Jean-Paul ARNAUD, Claude BERENGER, René TRASTOUR

**ABSENTS :**

Lionnel LUCA, Marc DAUNIS, Jean-Pierre MASCARELLI, Roger CRESP, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Joseph VALETTE

**Monsieur LEONETTI,**

Le Centre d'Animation Régional en Matériaux Avancés (CARMA) a pour but d'aider les PMI à développer une démarche innovante intégrant la préoccupation sociale et environnementale. Pour ce faire, il promeut les transferts technologiques relevant de la filière « matériaux » en réalisant des actions de sensibilisation à destination des entreprises de manière à les inciter à l'innovation régionale dans le secteur de la biomécanique, de l'éco-conception et de l'assemblage par collage dans les secteurs de la mécanique, de l'électronique, de l'aéronautique et le spatial.

Le CARMA organise ses actions autour de trois objectifs :

1. Engager les PMI régionales liées aux dispositifs médicaux, dans une démarche de R&D à forte innovation au sein de l'écosystème régional ;

2. Assurer une information auprès des entreprises sur les avantages de compétitivité qu'offre l'introduction de la démarche d'éco-conception ;
3. Promouvoir la technologie de l'assemblage par collage sur différents secteurs d'intérêts régionaux comme la mécanique, l'électronique, l'aéronautique et le spatial.

Le CARMA s'engage à mettre en œuvre en 2016 sur le territoire de la CASA les actions suivantes :

- Une étude des attentes des entreprises du secteur de la biomécanique sur les domaines des marchés, des aspects réglementaires, du développement à international, de l'innovation et de son financement ;
- Une étude des besoins des entreprises de la biomécanique d'être inséré au sein d'un réseau territorial (recherche, industrie, clinique) ;
- La tenue d'un stand sous la forme d'un « atelier d'éco-conception » lors de la Fête de la Science à Antibes ;
- La présentation, dans le cadre d'une demi-journée, à Sophia Antipolis d'une synthèse des compétences dans le domaine de l'assemblage par collage dans les secteurs de l'électronique, l'aéronautique et le spatial à un public d'industriels, de chercheurs, de fournisseurs d'adhésifs et d'équipement de traitements de surfaces ;
- Le recueil, à Sophia Antipolis, des attentes et des engagements en R&D des deux donneurs d'ordre sélectionnés - DCNS et Thales Underwater System - lors des RV des défis industriels Henri Fabre ;
- La mise en place d'une animation tout au long de l'année (newsletter, site internet, forum, conférences, etc).

C'est donc dans la perspective de développer ces actions, pour l'année 2016, que le CARMA sollicite auprès de la CASA un soutien financier de 30 000 €.

Par ailleurs, la CASA a octroyé à l'association « CARMA » une aide financière de 22 000 € en 2014 et une aide financière de 30 000 € en 2015.

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 14 avril 2014 par laquelle le Bureau a reçu délégation du Conseil pour prendre toutes décisions, à l'exception des décisions budgétaires, en matière de subvention à recevoir ou à accorder,

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- de soutenir l'association « CARMA » et de lui octroyer une subvention de 30 000 € ;
- d'approuver les termes de la convention de participation financière passée entre la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et l'association « CARMA », dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'imputer la dépense sur le compte 6574 du service gestionnaire ECO.



**LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- de soutenir l'association « CARMA » et de lui octroyer une subvention de 30 000 € ;
- d'approuver les termes de la convention de participation financière passée entre la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et l'association « CARMA », dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'imputer la dépense sur le compte 6574 du service gestionnaire ECO.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 10 octobre 2016  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,

  
Jean LEONETTI

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE  
AVEC L'ASSOCIATION Centre d'Animation Régional en Matériaux Avancés (CARMA)**

**Entre les soussignés :**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Jean LEONETTI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Président conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 10 octobre 2016 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

**ET**

L'Association dénommée Association « Centre d'Animation Régional en Matériaux Avancés » régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but d'aider les PMI à développer une démarche innovante intégrant la préoccupation sociale et environnementale, dont le siège social est situé à AREP Center 1, traverse des Brucs -06560 VALBONNE SOPHIA ANTIPOLIS, représentée par Luc TOURNAIRE agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **Le CARMA**

**EXPOSE**

Vu l'arrêté préfectoral en date du 10 décembre 2001 portant création de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, celle-ci exerce, au titre de ses compétences obligatoires, celle liée au développement économique.

Conformément à ses statuts, le CARMA qui exerce notamment une mission relative à l'exercice de cette compétence, offre un programme d'animation incitatif à destination des entreprises de manière à les inciter à l'innovation régionale dans le secteur de la biomécanique, de l'éco-conception et de l'assemblage par collage dans les secteurs de la mécanique, de l'électronique, de l'aéronautique et le spatial.

Le Centre d'Animation Régional en Matériaux Avancés (CARMA) s'est fixé trois objectifs :

1. Le premier est d'engager les PMI régionales liées aux dispositifs médicaux, dans une démarche de R&D à forte innovation au sein de l'écosystème régional ;
2. Le second est d'assurer une information auprès des entreprises sur les avantages de compétitivité qu'offre l'introduction de la démarche d'éco-conception ;
3. Le troisième est de promouvoir la technologie de l'assemblage par collage sur différents secteurs d'intérêts régionaux comme la mécanique, l'électronique, l'aéronautique et le spatial.

La C.A.S.A. dans le cadre de ses compétences à décider de soutenir le CARMA.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, le CARMA s'engage à mettre en œuvre sur le territoire de la CASA, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, les actions suivantes :

1. Une étude des attentes des entreprises du secteur de la biomécanique sur les domaines des marchés, des aspects réglementaires, du développement à international, de l'innovation et de son financement ;
2. Une étude des besoins des entreprises de la biomécanique d'être inséré au sein d'un réseau territorial (recherche, industrie, clinique) ;
3. La tenue d'un stand sous la forme d'un « atelier d'éco-conception » lors de la Fête de la Science à Antibes ;
4. La présentation, dans le cadre d'une demi-journée, à Sophia Antipolis d'une synthèse des compétences dans le domaine de l'assemblage par collage dans les secteurs de l'électronique, l'aéronautique et le spatial à un public d'industriels, de chercheurs, de fournisseurs d'adhésifs et d'équipement de traitements de surfaces ;
5. Le recueil, à Sophia Antipolis, des attentes et des engagements en R&D des deux donneurs d'ordre sélectionnés - DCNS et Thales Underwater System - lors des RV des défis industriels Henri Fabre ;
6. La mise en place d'une animation tout au long de l'année (newsletter, site internet, forum, conférences, etc.).

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement le CARMA pour la réalisation de ces objectifs.

## **ARTICLE 2 : DUREE**

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Elle est conclue pour l'année 2016.

En cas de non réalisation dans ce délai, la CASA se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

## **ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION**

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 190 725 €, conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

## **ARTICLE 4 : ASSURANCE**

Le CARMA reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

## **ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 30 000 €.

Cette subvention sera versée en une fois et sera créditée au compte de l'Association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

## **ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE**

➤ L'Association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. des bilans semestriels et un bilan annuel de l'action subventionnée.

### **6.1 Bilans semestriels–Evaluations intermédiaires**

Le CARMA s'engage à fournir tous les six mois et ce jusqu'au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action (ou du programme d'actions) à partir des indicateurs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Nombre d'intervenants,
- Qualité des interventions (appréciée au niveau de l'enquête de satisfaction)
- Nombre participants par catégorie (étudiants, industriels, partenaires, etc...)
- Rédaction de documents de synthèses

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'Association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action ou du programme d'actions de la manière suivante :

➤ L'Association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

### **6.2 Bilan final –Evaluation définitive**

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par le CARMA.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause par convention expresse.

### **6.3 Commission paritaire**

En cas de difficulté constatée dans la réalisation de l'action subventionnée, une commission paritaire, entre la C.A.S.A. et l'association, se réunira dans un délai de 2 mois après l'envoi d'une lettre recommandée de l'une des parties faisant état des difficultés. Cette commission devra identifier les difficultés et les éventuelles solutions à mettre en œuvre. Dans les cas où aucune solution ne serait trouvée durant la période de référence de la convention, la C.A.S.A. mettra en œuvre les procédures référencées aux articles 8 et 11.

## **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR**

Le CARMA s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, l'Association CARMA remettra chaque année à la CASA ses bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1<sup>er</sup> août au plus tard de l'année 2017.
- Si l'Association CARMA est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

➤ CARMA devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

## **ARTICLE 8 : SANCTIONS**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'Association CARMA, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

## **ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.**

Le CARMA s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

## **ARTICLE 10 : AVENANTS**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : ELECTION DU DOMICILE**

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association CARMA  
Le Président

Pour la Communauté d'Agglomération  
Sophia Antipolis,  
Le Président,

**Luc TOURNAIRE**

**Jean LEONETTI**



# 3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits

Année ou exercice 2016

CHARGES	Montant <sup>14</sup>	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	34 330	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	88 215
Prestations de services	31 730		
Achats matières et fournitures	1 486	74- Subventions d'exploitation <sup>15</sup>	95 000
Autres fournitures	1 114	Etat : précisez le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs	12 188	- DRRT	65 000
Locations	9 262		
Entretien et réparation	1 513	Région(s) :	
Assurance	1 413		
Documentation		Département(s) :	
62 - Autres services extérieurs	11 457		
Rémunérations intermédiaires et honoraires	5 371		
Publicité, publication	538	Intercommunalité(s) : EPCI <sup>16</sup>	
Déplacements, missions	4 753	-CASA	30 000
Services bancaires, autres	795	Commune(s) :	
63 - Impôts et taxes			
Impôts et taxes sur rémunération,		Organismes sociaux (détailler) :	
Autres impôts et taxes			
64 - Charges de personnel	132 750		
Rémunération des personnels,	74 408	Fonds européens	
		L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	
Charges sociales,	58 289	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	53	Autres privées	
65- Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	7 510
66- Charges financières		Dont cotisations, dons manuels ou legs	7 510
67- Charges exceptionnelles		76 - Produits financiers	
68- Dotation aux amortissements		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	190 726	TOTAL DES PRODUITS <sup>17</sup>	190 725
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL		TOTAL	

<sup>14</sup> Ne pas indiquer les centimes d'euros.

<sup>15</sup> L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

<sup>16</sup> Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes, communauté d'agglomération, communauté urbaine.

<sup>17</sup> Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 10/10/2016  
Numéro : BC\_2016\_172  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Association Centre d'Animation Régional en Matériaux Avancés "CARMA" - Octroi d'une subvention  
Matière : 7.5 - Subventions  
**Interlocuteur**  
Nom : LE GRATIET Véronique

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : waRDhUm

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 20/10/2016  
Identifiant : 006-240600585-20161010-BC\_2016\_172-DE

**Acte reçu**

Date : 10/10/2016  
Numéro interne : BC\_2016\_172  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 7  
Code matière 2 : 5  
Objet : Association Centre d'Animation Régional en Matériaux Avancés "CARMA" - Octroi d'une subvention  
Classification utilisée : 01/04/2004  
Document : 006-240600585-20161010-BC\_2016\_172-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 2  
006-240600585-20161010-BC\_2016\_172-DE-1-1\_2.PDF  
006-240600585-20161010-BC\_2016\_172-DE-1-1\_3.PDF